



**où  
va  
le mouvement  
antimilitariste ?**



## DU NOUVEAU ...

La période récente a été marquée par trois phénomènes majeurs : l'entrée sur la scène politique des généraux, la polémique qui se développe entre la majorité et la gauche sur le thème de l'armée dernier rempart contre l'ennemi intérieur et les événements du Chili: les événements placent l'armée sous le projecteur de l'actualité comme *problème politique*.

L'entrée en scène des généraux, dont les déclarations plus ou moins péremptoires se multiplient depuis juin dernier n'est pas fortuite. D'abord, elle est une *réaction de défense* imposée par la formidable mise en question de l'institution militaire par la jeunesse au printemps dernier et prolongée tout au long de l'été par les mouvements contre la bombe et l'extension du camp du Larzac.

Contestée dans ses fondements, ses actes, son autorité et sa fonction, l'armée, plus exactement ceux qui l'encadrent, doit réagir, s'adresser à la population *en réaffirmant sa légitimité*. L'institution militaire se défend en attaquant. Ce faisant, elle montre plus que le bout de l'oreille en indiquant comment elle se situe dans les débats fondamentaux qui traversent le pays. L'entrée en scène des généraux est un phénomène concerté : dans son discours de Lille aux officiers de réserve, Galley avait donné le ton et lâché la bride : « L'armée est le dernier rempart de la société libérale ». Dans leur langage propre, les généraux manifestent clairement qu'ils se situent dans une perspective d'affrontements de classe à venir. Ils expriment qu'ils ont clairement choisi leur camp et sont conscients des responsabilités et du rôle grandissant qui leur sont assignés dans une telle période. Ils s'efforcent de ressouder les rangs de l'encadrement militaire et d'enrayer ainsi « la crise de conscience » qui le ronge.

A l'appel de Galley et autres fourriers de guerre civile, ils répondent « Présents ! », retrouvant sans effort les accents de Versailles pour stigmatiser la jeunesse indocile, « l'ennemi intérieur », les fauteurs de troubles dans leur ensemble...

Après la publication par « Le Monde », le 13 octobre 1973 d'un document attestant que le pouvoir développe un effort préventif considérable dans le domaine du renseignement sur l'ennemi intérieur, les pontes de l'Union de la Gauche se mettent à pousser des cris d'orfraies : comment les autorités civiles, militaires, policières collaborent

quotidiennement pour accumuler lentement un véritable matériel de guerre civile, quel scandale ! Faux naïfs qui semblent découvrir ce que les révolutionnaires dénoncent depuis 5 ans ! En fait, ces révélations et ces protestations expriment deux phénomènes liés : d'une part l'accélération de la réorientation de l'armée vers la lutte contre la subversion intérieure, d'autre part l'inquiétude croissante des réformistes confrontés à cette évolution. Le premier aspect est largement connu et il n'est pas nécessaire d'y insister : le lièvre levé par « le Monde » n'est qu'un jalon sur une route parsemée de manœuvres de contre-guerilla du contingent, de cours d'instruction civique pour les appelés sans parler de la nomination de Bigeard à Paris... Au reste, confrontés à cette « découverte », les réformistes qui ont pourtant eu sous les yeux les contre-révolutions sanglantes du Chili, de l'Indonésie, ou de la Grèce, ne trouvent pas mieux à faire que redoubler de professions de foi patriotiques et de déclamations sur l'armée-au-service-de-la nation. Le social-patriotisme est une maladie incurable.

Les événements du Chili ont projeté sur la scène française l'anticipation d'un avenir possible pour notre pays. Ils représentent la réfutation la plus impitoyable qui soit des illusions réformistes sur la « neutralité » d'une armée bourgeoise. Ils démontrent en clair ce que signifie la notion de « dernier rempart » pour une bourgeoisie menacée. Ils constituent la justification la plus éclatante qui soit du point de vue de l'antimilitarisme révolutionnaire : pas de victoire possible d'une révolution prolétarienne sans travail de sape prolongé au sein de l'armée, sans armement des travailleurs. Le putsch des généraux chiliens constitue un facteur essentiel pour le développement d'une conscience antimilitariste révolutionnaire au sein de la jeunesse et de la classe ouvrière. Il est un accélérateur formidable pour le développement de cette conscience. Une telle leçon, payée d'un prix si élevé, ne doit pas être perdue. Il appartient aux antimilitaristes révolutionnaires qu'elle ne le soit pas.



# OU VA LE MOUVEMENT ANTIMILITARISTE CIVIL?

Depuis la mobilisation de la jeunesse au printemps dernier, nous avons assisté au développement incessant de luttes antimilitaristes nombreuses et variées parmi la jeunesse civile, dans les casernes, parmi certains secteurs de la population (petits paysans).

Le développement de ces luttes, le développement d'un *sentiment antimilitariste* dans de larges couches sociales modifient le statut du mouvement antimilitariste. Celui-ci cesse après les luttes qui se sont développées contre l'abrogation des sursis, contre l'explosion de la bombe à Mururoa, contre l'extension du camp du Larzac, contre l'oppression que subissent les appelés et contre la répression des activités « antimilitaristes », d'être un mouvement « marginal » dans les affrontements de classes, confiné aux préoccupations de certains secteurs de la jeunesse. Aujourd'hui, les luttes antimilitaristes dessinent une trame diversifiée et insistante *qui les font apparaître comme une dimension permanente et de plus en plus importante des luttes de classes*. Cette évolution a été accélérée brutalement par Lip et le Chili, problèmes à partir desquels on a pu voir éclater, de façon évidemment différente, le rôle de l'armée comme force de contre-révolution, potentielle ou actuelle. La question de l'armée apparaît comme une donnée *stratégique* fondamentale quand on aborde un certain nombre de problèmes politiques cruciaux (c'est ce que les événements du Chili ont mis brutalement en lumière), et pour commencer : *quelles sont les conditions qui rendent possible une victoire de la révolution prolétarienne en France et en Europe aujourd'hui ?*

Pour résumer, disons qu'à partir d'un certain seuil dans le développement des tensions entre les classes, la dimension militaire (au sens le plus extensif du terme) des problèmes politiques doit davantage être prise en compte par les marxistes révolutionnaires. Cela signifie naturellement que dans un tel contexte, la lutte antimilitariste cesse d'être pour eux un secteur d'intervention parmi d'autres pour devenir *une dimension centrale de leur activité*.

Ceci étant, comment les marxistes révolutionnaires conçoivent-ils leur présence dans le mouvement antimilitariste ?

Depuis un an, le mouvement a évolué. Relevons trois traits essentiels de cette évolution :

1) La « radicalisation » du mouvement est un phénomène continu. De plus en plus nombreux sont ceux qui, parmi les antimilitaristes, se situent explicitement sur une position de lutte de classes. Les discussions internes au mouvement des objecteurs confirment cette tendance de façon éclatante.

2) Au sein du mouvement, la cartellisation politique et programmatique est devenue plus rigoureuse (cela découle de l'insertion en son sein de certains courants politiques, Révolution !, ex-LC, ORA...) ainsi que du développement même des luttes de classe qui démasque impitoyablement les confusions et les véritables problèmes (notamment, celui de l'attitude du contingent dans la guerre civile). Cette évolution est attestée par la cartellisation organisationnelle : CAM, CDA, MACA, etc. et par le fait qu'au sein du mouvement, le clivage essentiel se fait sur le débat : action révolutionnaire dans le contingent OU objection, insoumission, désertion...

3) Le renversement tendantiel du rapport de forces au sein du mouvement en faveur des éléments qui se situent dans la tradition de l'antimilitarisme révolutionnaire. Un certain nombre de luttes, parmi les plus offensives, les plus marquantes porte largement la marque des marxistes révolutionnaires : mobilisation lycéenne, actions des 2 et 3 juin, Fontainebleau...

L'expérience d'un an d'existence du CDA montre qu'il constitue un cadre unitaire, viable, commun aux révolutionnaires et à des courants non sectaires qui se situent sur le terrain d'un pacifisme de gauche. L'expérience de l'année 73 montre que ces derniers courants, à la différence de prétendus courants de lutte de classe hyper-sectaires genres maos, ultra-gauche, libertaire, sont prêts à participer à des actions antimilitaristes dont le caractère anticapitaliste révolutionnaire est évident : intervention sur la grève des éboueurs, les 2 et 3 juin, lors du départ du contingent, Fontainebleau, Lip, etc.

Elle montre que ce cadre unitaire est le seul adéquat au rythme différencié du développement de la conscience antimilitariste dans la population et singulièrement dans la jeunesse.

La carence essentielle du CDA (comme d'ailleurs du CAM) dans la période passée à été sa difficulté à articuler son action et sa propagande sur des mouvements antimilitaristes de masse, voire à les susciter : c'est ce que montre la faiblesse de ses interventions lors du mouvement sur la loi Debré, l'explosion de Mururoa, la marche sur le Larzac. Naturellement, ces carences tiennent pour une part aux conditions objectives et notamment au caractère récent de l'intervention systématique des marxistes révolutionnaires sur le terrain antimilitariste. Mais également, des difficultés ont des raisons subjectives : notamment une conviction insuffisamment ancrée chez les marxistes révolutionnaires du caractère fondamental d'une intervention antimilitariste permanente à l'heure actuelle. Le scepticisme, s'il ne s'exprime pas de manière ouverte, se concrétise néanmoins dans la lenteur du redémarrage des structures antimilitaristes à l'automne 73. Certains militants ou courants

révolutionnaires raisonnent comme si l'action antimilitariste était quelque chose comme un *luxé d'intervention* que l'on peut ou ne peut pas s'offrir selon les sollicitations de l'activité politique. Cette attitude, est d'une grande inconséquence. Elle ignore cette évidence politique, qui s'est inscrite en lettres de feu dans l'actualité politique depuis le printemps dernier : il y a place actuellement sur le champ politique pour l'apparition d'un mouvement anti-militariste de masse et de l'action des marxistes révolutionnaires dépend largement la configuration de ce mouvement. C'est une attitude réformiste par inconséquence en ce sens qu'elle mésestime la dimension militaire des problèmes actuels, dimension qui se manifeste dans deux phénomènes opposés et complémentaires : l'émergence sur la scène politique des luttes du contingent et l'entrée en scène politique des généraux. C'est une attitude qui ignore que d'ores et déjà, au stade actuellement atteint dans les luttes de classes, ce qu'on pourrait appeler la « bataille stratégique du contingent » est engagée entre les révolutionnaires et le pouvoir, bataille dont l'enjeu est l'attitude de l'armée dans une période de guerre civile, donc, dans une large mesure la victoire ou la défaite de la révolution. C'est cette bataille historique qui est évidemment le vecteur de toute notre intervention antimilitariste et d'ores et déjà, dans les premières luttes de masse qui se développent dans les casernes, des points peuvent être marqués.

La confrontation des expériences du CDA et du CAM depuis un an a montré que ces deux organisations remplissaient des fonctions globalement analogues. A l'épreuve, le CDA a montré qu'il se mobilisait sur une base explicitement anticapitaliste, offensive. La distinction qu'opéraient donc les camarades de « Révolution ! » entre une organisation antimilitariste large et composite (CDA) et une organisation antimilitariste révolutionnaire qui se découperait contre tous les courants objecteurs, insoumis etc. s'avère inopérante. La lutte des classes pénètre le mouvement antimilitariste par tous ses pores et rapproche les courants pacifistes de gauche, les plus conséquents et déterminés des marxistes-révolutionnaires *dans la pratique*. Au fil de l'année dernière CAM et CDA se sont trouvés confrontés aux mêmes problèmes, partie prenante des mêmes débats, des mêmes initiatives. Certains militants de « Rouge » participent au CAM, certains de « Révolution ! » sont présents dans le CDA. Aussi l'existence de deux organisations distinctes apparaît-elle de plus en plus comme tributaire d'une situation révolue. Pour leur part, les lecteurs de « Rouge » militent pour la fusion du CAM et du CDA. Ils sont prêts à confronter leurs positions et leur pratique à celles de « Révolution ! » et « l'OCL » au sein d'une organisation commune comme ils le font déjà avec le MDPL et les CSOC au sein du CDA. Un certain nombre d'initiatives communes devraient permettre de lever les obstacles demeurant encore sur le chemin. La fusion du CAM et du CDA donnerait incontestablement un impact et une homogénéité au mouvement antimilitariste civil qu'il est loin de connaître encore.



# LUTTES A L'INTERIEUR

Depuis le printemps dernier, le développement de la résistance antimilitariste a franchi un nouveau cran. C'est sur un terrain de plus en plus explicitement politique que se développe l'insolence des appelés. L'incorporation d'une génération « d'agitateurs printaniers » y a évidemment été pour quelque chose. Cette impulsion donnée aux luttes dans les casernes par les manifestations de mars et avril 73 n'aura pas des effets continus à long terme si elle n'est pas maintenue par la solidarité active des antimilitaristes civils. Cela est attesté par l'inquiétude ressentie par les appelés quand ils apprennent la pléiade de procès que Galley avait préparé pour cette rentrée 73. Par ailleurs, profitant des incorporations moins estudiantines d'octobre, la hiérarchie militaire tente de reprendre les concessions effectuées au cours des mois d'été. Il est probable qu'elle poursuivra cette tentative de « reprise en main » dans les mois à venir. C'est dire la responsabilité toujours essentielle des antimilitaristes civils.

Il n'en reste pas moins, que de plus en plus nombreux sont les jeunes appelés qui refusent d'emblée de « jouer le jeu » et ne craignent pas de le manifester dès le moment des classes. Ainsi se crée progressivement un fond de luttes sur la question de l'embrigadement, des corvées, des brimades qui, souvent, contraignent l'encadrement à faire des concessions. Dans un tel climat, les militants révolutionnaires peuvent beaucoup plus aisément jouer un rôle polarisateur. Leur attitude de fermeté vis-à-vis du petit encadrement, pendant les classes notamment leur permet souvent de tisser des liens avec leurs camarades les plus combatifs et est déterminante pour créer un climat au sein des sections qui devient rapidement irréversible et qui est un terrain propice pour le développement d'une agitation révolutionnaire clandestine ultérieure.

De surcroît, se sentant adossés à un mouvement antimilitariste civil, les appelés gagnent en confiance. Ils savent que leurs actions sont répercutées à l'extérieur et comprennent que ce mouvement constitue une garantie contre la répression dans les casernes. Mais il y a encore de trop nombreuses villes, de trop nombreuses régions où ce mouvement est peu implanté, insuffisamment ramifié, voire inexistant et où dans leurs casernes, les appelés sont tributaires de correspondances lointaines et hasardeuses.

Dans une large mesure, la solidarité active des antimilitaristes a ses références dans le rythme de mobilisation de la jeunesse civile, dans des événements civils marquants (tel procès, telle date historique pour le

pouvoir : 14 juillet, 11 novembre, etc.). Or, la vie des appelés a son propre rythme, sa régularité, ses données spécifiques que les civils méconnaissent et qui doivent commander l'activité d'une organisation antimilitariste permanente. Les incorporations, tous les deux mois, les déplacements chaque week-end d'un contingent de permissionnaires, les manœuvres militaires dans de vastes camps les départs en stage de plusieurs semaines dans les centres d'entraînement commando, les permissions de sortie en ville le soir, après les deux mois de classes sont des données objectives vis-à-vis desquelles, l'imagination s'alliant à l'organisation minutieuse et systématique de la solidarité, des comités antimilitaristes ont une fonction permanente multiforme. Prenons ici un exemple : l'appelé a besoin d'informations extérieures, a besoin d'une solidarité chaleureuse qui lui vient par le courrier (sa famille, sa petite amie, ses copains...) assuré peu ou prou par sa famille. Il y a là un terrain sur lequel peut s'exprimer une fraternité de classe, une solidarité de la jeunesse à des niveaux divers : envois de coupures de presse, de brochures diverses, de colis, de mandats de la part de tel ou tel lycée, de telle ou telle faculté, de telle ou telle section syndicale etc. Le courrier est surveillé ? Certes ! Mais la sécurité militaire ne peut effectuer une surveillance efficace que dans la mesure où les militants sont seuls et isolés. Que cent appelés, dont les noms et adresses auront été fournis simultanément à des milliers de personnes partout en France par les publications antimilitaristes, reçoivent quotidiennement lettres, mandats, colis accompagnés d'un message de solidarité individuel ou collectif et c'en est fini à court terme du contrôle de la correspondance et du mur de silence qui s'en suit !

Il est vrai que les antimilitaristes sont limités par les carences criminelles du mouvement ouvrier traditionnel. Mais ils doivent s'efforcer de renouer progressivement avec les traditions ouvrières dans ce domaine. C'est aussi un moyen pour l'antimilitarisme d'étendre ses racines et son implantation de classe. Avec un minimum de volontarisme préalable, il reviendra vite le temps où une section syndicale d'entreprise considérera comme anormal qu'un jeune ouvrier parti « sous les drapeaux » ne reçoive pas régulièrement son matériel syndical et l'expression concrète de la solidarité de ses camarades d'usine. Les camarades qui se montrent, disent-ils, soucieux de la « pureté révolutionnaire » de leur « ligne » et de leurs « mots d'ordre » antimilitaristes devraient s'interroger sur de tels « petits faits » qui ont un sens politique profond et dont les effets valent bien cent discours d'amphithéâtre sur « l'armée de guerre civile » pour ce qui est du combat contre celle-ci et contre l'utilisation éventuelle du contingent à des tâches anti-ouvrières. Or, ce sont des tâches qui pour limitées qu'elles resteront encore, sont réalisables bien au-delà de l'influence propre des organisations révolutionnaires en milieu ouvrier. Elles sont à portée de la main. Dans la jeunesse, une telle activité est immédiatement possible.

La caractéristique principale du stade actuel, sur un fond de résistance passive mais permanente et généralisée est l'apparition des premiers mouvements de masse des appelés : Fontainebleau, mais aussi l'agitation qui s'est développée au début de l'an dernier dans les BCA stationnés à Nice en sont des exemples marquants (cf. aussi La Courtine, Commercy, Constance...)

Ces mouvements se développent généralement à l'occasion d'accidents ou de faits de répression à l'occasion desquels la hiérarchie militaire

dévoile son imbécilité réactionnaire ou son irresponsabilité, son mépris de la vie des appelés : les « 7 %-1 % » sont particulièrement un sujet d'indignation : l'armée a droit à 1 % de pertes en matériel par régiment et par an, mais à 7 % de pertes humaines ! Un soldat qui égare son fusil prend deux mois de prison. Un gradé qui frappe un appelé est tout au plus réprimandé, s'il y a protestation...

Ces mouvements sont largement spontanés : ils sont l'effet d'une colère accumulée de jour en jour et mettent en branle une ou plusieurs sections ou compagnies entières. Ils débouchent sur des actions massives à l'occasion desquelles les appelés défient ouvertement la hiérarchie : sit-in, refus collectifs d'obéissance, délégations etc. Dans leur fond, ce sont des mouvements de *protestations défensives* qui remettent en cause le statut même de l'appelé dépourvu de tout droit. Temporairement, ils plongent la hiérarchie dans un état de paralysie et de panique complètes et l'acculent à des concessions (cf. enterrements des victimes des accidents de La Courtine, Fontainebleau...). Largement popularisés par les antimilitaristes civils, ces mouvements se transforment en « affaires politiques nationales » et les appelés qui y participent y puisent une partie de leur détermination à poursuivre la lutte. Il n'en demeure pas moins que la progression politique et la radicalisation des appelés qui y participent demeure extrêmement inégale. Ceux qui au travers de ces actions parviennent à une critique révolutionnaire globale de l'armée demeurent une minorité. Ce facteur combiné à la violence de la répression (arrêts de rigueur, mutations lointaines...) qui s'abat dès que les mouvements déclinent explique la retombée brusque de telles mobilisations. Dans le développement de tels mouvements, l'action des militants révolutionnaires est généralement déterminante. Ils jouent un rôle moteur dans l'impulsion du mouvement, dans la formulation de ses revendications, ils ne craignent pas à l'occasion de payer de leur personne lorsque l'épreuve de force avec la hiérarchie est ouverte. Mais il ne faut pas pour autant se bercer de l'illusion qu'ils déclenchent et animent de part en part de tels mouvements.

Les seuls mouvements offensifs connus à ce jour et c'est particulièrement encourageant, concernent la solidarité avec les luttes ouvrières et paysannes : chahut des CRS à la base aérienne d'Orléans à l'occasion de la montée des tracteurs du Larzac, manifestations bruyantes au Fort de Vincennes en solidarité aux éboueurs, affrontements dans les casernes du Doubs entre les appelés et les matraqueurs de LIP, collectes ça et là en faveur de grévistes, etc. Les appelés sont en train de renouer avec les actions antimilitaristes de classe.

De cela, les antimilitaristes civils doivent tirer les leçons à plusieurs niveaux. C'est bien sûr une solidarité de classe qui pousse les appelés à de tels actes offensifs. Mais ils ont aussi le sentiment que « ça vaut le coup » que cela ne va pas manquer d'être connu et popularisé à l'extérieur. En quelque sorte, ces actes sont pour eux l'occasion de faire la preuve que leur conscience n'a pas la couleur de l'uniforme qu'ils portent. C'est donc aussi une façon de tendre la main d'une fraternité qu'ils attendent en retour pour ce qui est de leurs conditions de vie, largement méconnues, pour lesquelles, ils hésitent à engager leur propre combat sans la garantie que les échos iront au-delà des murs du casernement.

Mais aussi, cela montre que les antimilitaristes civils doivent absolument sortir d'une thématique « jeunesse scolarisée » et veiller à populariser auprès du contingent toutes les luttes ouvrières locales ou nationalement significatives.

Une caractéristique générale des luttes des appelés à l'heure actuelle est donc une extrême réceptivité aux luttes anti-capitalistes qui se développent chez les civils. Il y a là l'indice clair que l'entreprise de destruction du sens de classe, des attaches de classe de l'immense majorité de la jeunesse par le « service national » est de plus en plus voué à l'échec. C'est un effet concret et d'une portée décisive du développement des tensions entre les classes à l'heure actuelle. Le rôle des militants révolutionnaires dans le contingent est d'alimenter et d'attiser en permanence la conscience de cette solidarité du contingent aux luttes de la classe ouvrière et de la jeunesse car il y a là l'anticipation du *front de classe* qui doit se cimenter entre les soldats et les ouvriers révolutionnaires dans les épreuves décisives à venir.

Dans la phase actuelle, la grande faiblesse des mobilisations qui naissent chez les appelés, qu'il s'agisse des luttes sur leurs revendications propres, ou tournés vers l'extérieur, demeure leur caractère encore sporadique et inégal. Le terrain n'est pas encore propice au développement de l'*extension des luttes* à partir d'une caserne par un simple effet de solidarité, et encore moins d'une simultanéité des actions d'une caserne à l'autre. Les mouvements se suivent de façon relativement espacée, ne se ressemblent pas nécessairement et la hiérarchie est encore en mesure de les réprimer sans craindre une généralisation de la mobilisation chez les appelés. Gageons que dans une prochaine période, les premiers éléments d'une tendance à la généralisation des luttes chez les appelés se dessineront.

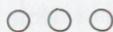
Mais il doit être bien clair pour les anti-militaristes civils que cela dépend en grande partie de leur propre activité de *soutien*, de *popularisation* de toute lutte déclenchée. Si dans les 48 heures qui suivent le début d'un mouvement dans une caserne, tous les comités anti-militaristes civils se mobilisent et font en sorte que la grande majorité du contingent, dans les casernes, sur les bases navales et aériennes, soit avertie de ces faits, les conditions d'une mobilisation simultanée du contingent existeront bien davantage. Dans toute lutte, et à fortiori dans les conditions qui sont les leurs, le sentiment que le nombre fait la force est un facteur essentiel. Il suffit à cet égard de réfléchir encore sur ce qui s'est passé au cours des manifestations de mars-avril 73 : l'Internationale chantée à tue-tête et là par des milliers d'appelés, le poing levé... Il n'y avait aucune organisation occulte derrière cela, simplement le sentiment d'une force nouvelle. La plaine ne demande qu'à s'embraser. Pour cela deux tâches importantes à réaliser : l'implantation, le recrutement et un minimum de centralisation assurant une transmission rapide.

Enfin, la phase actuelle est caractérisée par l'apparition de groupes révolutionnaires clandestins dans le contingent. Conséquence du développement de l'audience, de l'implantation des courants révolutionnaires dans la jeunesse, ce phénomène doit être apprécié dans sa dimension historique. Il signifie le renouement des liens des avant-gardes actuelles avec leurs meilleures traditions du mouvement ouvrier révolutionnaire, par delà un demi-siècle d'abrutissement réformiste. Dans une certaine mesure, il est même la clé de voûte de ce renouveau, sa

manifestation la plus élevée. Nécessairement, ces regroupements de soldats révolutionnaires s'effectuent sur une base programmatique et organisationnelle rigoureuse. C'est ce qu'atteste la plate-forme politique clairement délimitée du FSMAR, par exemple, et sa structuration rigoureuse comme organisation clandestine. Ces groupes se donnent pour tâche de diffuser par des bulletins clandestins le point de vue des soldats révolutionnaire, de transcrire leurs analyses de l'armée bourgeoise, de susciter une agitation contre l'oppression quotidienne dont souffrent les appelés...

Confrontée au développement incessant de la combativité des appelés, la hiérarchie s'efforce de mettre en place une riposte assez subtile et différenciée. Vis-à-vis de l'ensemble du contingent, elle s'efforce de définir une politique teintée de paternalisme qui peut se concrétiser par des concessions mineures, un léger assouplissement de la discipline, l'atténuation des brimades, bref, elle s'efforce d'appliquer un léger vernis de libéralisme sur l'institution, sans avoir le goût ni la capacité d'en modifier les structures rétrogrades. Elle déploie un zèle croissant pour justifier à leurs yeux les fonctions proclamées de l'armée, réaffirmer sa « neutralité », revivifier le mythe moribond de l'armée-au-service-de-la-nation, tout en accentuant, corollaire indispensable, la dénonciation de toutes les idéologies « pernicieuses » et de toutes les brebis galeuses rouges ou noires. L'autre versant de cette nouvelle politique est la systématisation des efforts produits pour isoler les révolutionnaires au sein du contingent, de plus en plus systématiquement mis en quarantaine et envoyés en Allemagne dans des régiments semi-disciplinaires, l'accentuation forcénée de la répression de tous les agitateurs et autres mauvaises têtes. A défaut de convaincre, il faut intimider, isoler, frapper. Les TPFA ne désemplissent pas, où se retrouvent côte à côte déserteurs, insoumis et appelés convaincus d'avoir contrevenu au sacro-saint règlement, le matraquage est de règle dans ces caricatures de cour de justice.

Pour terminer, insistons encore sur l'urgence de la tâche. L'armée française est dominée par un encadrement contre-révolutionnaire qui fourbit fébrilement ses armes, met au point ses plans d'intervention (prise de contrôle des moyens d'information, des voies de communications, arrestation des suspects, etc.) Mais, et cela est essentiel, les officiers contre-révolutionnaires pour réussir une opération à la chilienne ou à la grecque ont absolument besoin de neutraliser les hésitants, de mettre hors d'état de nuire tous ceux qui peuvent mettre des bâtons dans les roues de la machine. Pour cela, ils doivent travailler dans l'ombre et le silence. Pour devenir opérationnelle, l'unité contre-révolutionnaire de l'armée doit en un mot se renforcer, s'affirmer par un véritable travail d'épuration permanent. Il est donc clair qu'on peut les prendre de vitesse en dévoilant leurs plans, en accentuant les pressions sur les éléments hésitants, en augmentant les oppositions auxquelles les contre-révolutionnaires décidés doivent faire face. C'est dire que le travail apparemment le plus modeste peut avoir son efficacité et qu'il est déjà un pas vers la destruction de l'armée de guerre civile.



# L'EXTREME GAUCHE ET L'ANTIMILITARISME

La hiérarchie militaire est en passe aujourd'hui de se redécouvrir une vocation, un « dessein national » : la lutte contre la subversion, l'ennemi intérieur. Prête à faire rempart de son corps à la « société libérale » en péril, elle lorgne avec un intérêt soutenu du côté de la Grèce et du Chili.

Dans ce contexte, la capacité et la *volonté* de s'insérer dans les luttes anti-militaristes, de les développer, est un critère de différenciation fondamental parmi les organisations d'extrême-gauche. Un critère qui apporte un éclairage nouveau — et cruel — sur les classifications généralement pratiquées au sein de l'extrême-gauche.

## OBJECTEURS-INSOUMIS

Le passif est en effet considérable. Depuis 1968, les seuls courants qui aient assuré la *permanence* du mouvement anti-militariste sont les objecteurs et insoumis. Nous avons déjà expliqué l'évolution de ces courants qui ont conduit une proportion importante des militants qui s'y reconnaissent à insérer son combat dans une contestation du capitalisme dans son ensemble. Entretenant nombre d'actions courageuses et spectaculaires, ces militants ont largement contribué à créer le climat de sensibilité à l'embrigadement et à la répression militaires qui existe aujourd'hui.

Néanmoins ces courants buttent à l'heure actuelle sur des obstacles qui contribuent largement à les faire piétiner.

Au sein des courants d'objecteurs-insoumis, issus notamment de la radicalisation des milieux chrétiens et dont l'anti-militarisme obéit d'abord à un réflexe moral, un débat s'est instauré entre les « politiques » qui perçoivent clairement la dimension anti-capitaliste de leur lutte, affirment leur solidarité aux appelés, militent aux côtés des révolutionnaires organisés dans des organisations de masse (CDA, CAM), et ceux qui dénoncent cette politisation de la lutte comme une forme de récupération et entendent cantonner leur action à la revendication de « véritable » statut civil des objecteurs, à la défense des insoumis contre la répression, le tout sur fond d'une dénonciation émotionnelle et atemporelle du militarisme en général.

La division des courants libertaires – dont l'anti-militarisme à tout crin est un cheval de bataille de toujours – est un indice éclatant de leur confusion et de leur inconstance politique. Tandis que les militants de l'Organisation communiste libertaire (OCL) se prononcent pour le travail révolutionnaire au sein de l'armée, ceux de l'Organisation révolutionnaire anarchiste (ORA) prônent l'insoumission. L'OCL s'est investie dans le CAM mais y développe à l'occasion des positions aventuristes, se prononçant pour une intervention permanente des anti-militaristes civils en direction des appelés. L'ORA a parachuté le MACA (Mouvement anti-autoritaire contre l'armée) mais est incapable de lui donner vie.

Ce qui ne l'empêche pas de refuser avec morgue toute action commune avec le CDA ou le CAM.

D'une façon générale, donc, les partisans de l'objection-insoumission échouent à se constituer comme une véritable tendance politique au sein du mouvement anti-militariste. C'est la rançon de leur confusion et de leur immaturité.

Relativisés par l'essor des luttes dans les casernes, ces courants sont condamnés à connaître un processus de diversification plus grand encore et à drainer les fractions les moins avancées du mouvement anti-militariste. Mais, pour cette raison précisément, ils continuent d'être alimentés partiellement par la radicalisation de la jeunesse. Les marxistes-révolutionnaires doivent donc poursuivre la polémique contre eux. A l'heure du Chili, de la Grèce, de l'entrée en scène des généraux, *le terrain politique* pour cette polémique est plus favorable que jamais aux marxistes-révolutionnaires. Les « leçons de choses » récentes plaidant en faveur d'une intervention révolutionnaire au sein du contingent ne manquent pas.

Naturellement, cette polémique trouve son complément naturel dans des propositions d'actions communes permanentes avec les objecteurs-insoumis et dans la manifestation d'une solidarité sans faille contre la répression qui les atteint.

## LES COURANTS MAOISTES

Les courants maoïstes ont été parmi les premiers à entreprendre depuis 68 une intervention en direction des appelés. Lourdemment grevée par l'idéologie populiste et l'aventurisme qui caractérisait la Cause du peuple à ses beaux jours, cette intervention a vogué d'échecs en échecs. Supportée par une dénonciation singulièrement fruste et affective de l'armée (« à mort les crevures », « capitaine Untel, le peuple aura ta peau »), la constitution de groupes civils-appelés a notamment conduit à des échecs qu'il a fallu payer au prix fort. Aujourd'hui, l'intervention des maoïstes sur le terrain anti-militariste ne subsiste que par lambeaux même si, au sein du contingent, des militants maoïstes individuels peuvent adopter une attitude correcte et efficace.

## REVOLUTION !

Nous ne traitons pas dans cette partie du problème de *Révolution !* dont les préoccupations recourent largement celles du CAM dont il est question par ailleurs.

## LUTTE OUVRIERE-AJS

Le bilan d'organisations qui se réclament du trotskysme comme L.O. et l'AJS est particulièrement lourd. Un bilan plus éloquent que toutes les tirades sur leur sectarisme et leur empirisme et qui qualifie imparablement ces courants comme la DROITE opportuniste du « mouvement » trotskyste.

Silence total et absence complète sur le terrain de l'AJS qui, l'œil rivé sur la ligne bleue du Front unique ouvrier, semble s'amuser de l'agitation fébrile de ceux qui militent pour que la France ne soit pas le Chili. Silence rompu simplement dans la période récente par la publication dans *Informations ouvrières* de la lettre d'un déserteur repent et gagné au lambertisme !

*Lutte Ouvrière* n'organise aucune activité anti-militariste permanente. Néanmoins, pendant la mobilisation du printemps dernier, *Lutte Ouvrière* est entrée en scène aux cris de « suppression pure et simple du service militaire », voire « sursis ou pas, on n'ira pas ». Le tout agrémenté d'une argumentation démagogique et opportuniste dont le fond n'était qu'une théorisation des aspirations les plus frustes et les plus confuses du mouvement dans sa masse. Aujourd'hui, *Lutte Ouvrière* poursuit dans cette logique implacable en publiant quelques textes d'objecteurs et d'insoumis assortis de quelques commentaires du genre :

*« Il ne suffit pas plus d'appeler l'ensemble des jeunes à refuser le service militaire qu'il ne suffit d'appeler l'ensemble des travailleurs à refuser l'exploitation capitaliste. Or, le service militaire n'est que l'une des conséquences de l'exploitation capitaliste, et la tâche des révolutionnaires est de travailler à élever le niveau de conscience de la classe ouvrière, de la préparer à renverser cette société, et non d'appeler ceux qui ont pris conscience de l'exploitation et de l'oppression à chercher des solutions individuelles ».*

Dans le fond, *Lutte Ouvrière*, comme les réformistes, pense qu'il n'y a rien à attendre du contingent. Tout se passe dans les usines. Armée de métier ou armée de conscription, c'est tout un. La récente brochure de LO sur le Chili l'affirme nettement :

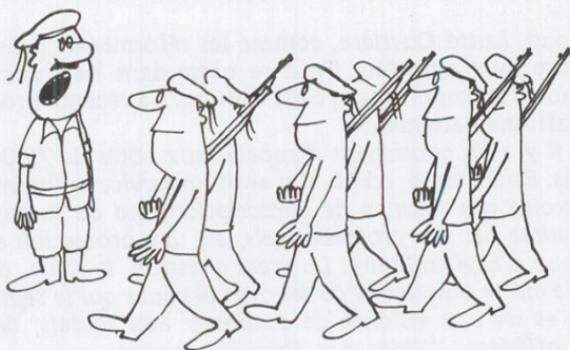
*« Au Chili, il y a un contingent d'appelés aux côtés de 75 000 militaires professionnels. En Espagne, en 36, il y avait un service militaire. Il est donc absurde de croire que l'armée de conscription, qui de toute manière est toujours encadrée par des professionnels, est une protection automatique contre un coup d'Etat militaire. La vraie question, la seule, dépend de la politique de la classe ouvrière et de ses organisations qui la représentent, de leur capacité et de leur volonté de s'adresser aux soldats, de les dresser contre leurs officiers, d'aider par tous les moyens ceux qui le font et surtout d'offrir des perspectives de victoire pour le camp des travailleurs.*

Autant dire que la conception de la crise révolutionnaire qui sous-tend une telle logique n'a rien à voir avec celle des marxistes-révolutionnaires. Dans la brochure sur le putsch chilien, LO affirme froidement qu'en cas de victoire de l'Union de la gauche, l'armée française ne manquerait pas de tenter de jouer le même rôle que l'armée chilienne. Une affirmation qui prend figure d'auto-accusation chez une organisation qui démissionne systématiquement de ses tâches anti-militaristes.

Que dire enfin de l'inexistence du PSU dans les luttes anti-militaristes ? Rien, si ce n'est ce que nous savions déjà : la boussole du PSU l'oriente chaque jour davantage hors des eaux du mouvement révolutionnaire.

Si l'axe stratégique de l'intervention antimilitariste des marxistes révolutionnaires est le contingent, le support essentiel de cette action est évidemment le mouvement antimilitariste civil. Il en découle que la popularisation des luttes des appelés, la propagande sur leurs mots d'ordre de lutte et revendications, voire l'intervention persistante en leur direction doit devenir à terme *l'axe essentiel* de l'action antimilitariste civile des marxistes révolutionnaire. D'ores et déjà, le CDA prend en charge la popularisation des revendications essentielles des soldats (voir affiche, plaquette « droits démocratiques »), la diffusion de toutes les nouvelles des luttes de l'intérieur (Fontainebleau), la propagande en direction des nouvelles classes d'appelés, la dénonciation des brimades, abus de pouvoir, sanctions et autres effets de l'arbitraire de la hiérarchie militaire, sans oublier la dénonciation des *tribunaux militaires* qui devrait prendre dans une proche période une tournure spectaculaire.

D'une façon générale, les thèses d'action antimilitariste permanente que les marxistes révolutionnaires proposent dans le cadre du CDA ne prennent leur sens que dans le contexte d'accroissement des tensions de classes que nous connaissons aujourd'hui : la lutte contre la répression militaire qui ne se comprend que dans le cadre général du développement de la politique générale du pouvoir. La lutte *contre les camps militaires*, thème sur lequel comme on l'a vu à l'occasion de marche du Larzac, de vastes couches se mettent en branle et, par le biais de la lutte contre la militarisation des sols, en viennent à contester l'ordre capitaliste lui-même.



— Gauche, droite, extrême-droite!...



# NOS AXES DE CAMPAGNE

L'ensemble des axes permanents de campagne anti-militariste que nous proposons constitue un tout qui répond aux tâches essentielles de l'anti-militarisme civil aujourd'hui. Chacun de ces axes prend dans la pratique plus ou moins d'importance, suivant les conditions concrètes, locales ou régionales, suivant aussi la conjoncture nationale.

## 1) CHAQUE INCORPORATION, CHAQUE CAS DE REPRESSION EST

l'occasion de rappeler et de populariser *les revendications du contingent* :

- Libertés politiques à l'armée
- Non à l'encasernement et à l'embrigadement
- Liberté de sortie en civil après les heures de service
- Pour la solde égale au moins au SMIC
- Liberté pour les jeunes engagés de rompre leur contrat à tout moment
- Suppression du droit aux 7 % de décès

Le pouvoir et la hiérarchie militaire sur la défensive tentent désespérément de convaincre la jeunesse que l'armée a pour tâche la « défense nationale ». Mais en même temps, la politique pratiquée devient de plus en plus ouvertement contradictoire avec cette idéologie officielle. Non seulement les troupes britanniques qui répriment les travailleurs irlandais s'entraînent depuis deux ans au Larzac, mais la complicité des armées franco-espagnoles (cf. les manœuvres communes en juin et les présents accords militaires), l'entraînement des troupes allemandes dans les camps militaires de l'Est de la France s'inscrivent dans une politique européenne dirigée contre la classe ouvrière et contre les Etats ouvriers.

C'est ainsi que l'envoi du contingent en Allemagne, déjà fort impopulaire à cause des conditions d'isolement et d'embrigadement accrus, va apparaître de plus en plus comme un révélateur de la fonction réelle de l'armée du capital.

Où'est-ce que le contingent fait en Allemagne ?

- Stop à l'incorporation en RFA
- Retour immédiat du contingent des FFA

## 2) L'UNITE DES APPELES ET DES JEUNES ENGAGES : A BAS LES TRIBUNAUX MILITAIRES !

Les luttes au sein des casernes existent. L'idée que c'est possible n'est plus l'apanage des marxistes-révolutionnaires. En même temps, leur

corrélation avec les luttes ouvrières les plus significatives (cf. Besançon) démontre, non pas seulement leur caractère défensif (contre une institution sclérosée et rétrograde) mais préventif (contre la violence organisée du capital). Il est normal dans cette situation que les camarades représentant les courants objecteurs et insoumis soient moins virulents dans la polémique contre ceux qui préconisent la présence militante au sein de l'armée. Il serait erroné d'en déduire que ces courants vont disparaître. En résultat de l'impopularité accrue du régime, de la combativité croissante et des formes illégales qu'elle prend, la tentation de l'insoumission (qui d'ores et déjà se traduit par la multiplication et l'allongement des « arrivées en retard » enregistrées à chaque nouvelle incorporation) exprimera la radicalisation de nouvelles couches de la jeunesse. C'est pourquoi toute attitude sectaire de part et d'autre serait une erreur. Le Comité de Défense des Appelés est une démonstration de la possibilité de l'unité d'action entre les différents courants anti-militaristes. C'est une réalité qui doit être développée notamment contre ce qui atteint les uns et les autres : *A bas les tribunaux militaires !*

Les tribunaux permanents des Forces Armées, contrairement à une idée fautive fort répandue, sont ouverts au public. Les avocats civils notamment (un service d'avocats prenant en charge la défense des appelés et anti-militaristes vient de se constituer) peuvent y être présents. Il faut arrêter le scandale de ces pseudo-cours de justice où juge et partie sont les mêmes uniformes, où le lampiste-appelé se voit, pour des broutilles, gratifié de nombreux mois de prison, avec un avocat d'office lui aussi sous l'uniforme, sans que jamais personne n'en parle. Les TPFA en Allemagne notamment sont l'occasion pour les crevures de défouler leur hargne rageuse de classe. Il y a ainsi des appelés, souvent de jeunes ouvriers ou paysans, sans relations, sans recours d'aucune sorte, qui, de mois de prison en mois de « rab' » passent plus du double de leur temps sous la botte des demi-hommes en kaki.

A mesure que se tendent les rapports sociaux, le nombre de soldats engagés qui désertent s'accroît. Il s'agit 9 fois sur 10 de jeunes qui sont entrés à l'armée pour fuir le chômage régional ou la misère familiale (tant morale que matérielle). Trompés par la propagande officielle, ils croyaient apprendre un métier, voir du pays, trouver une dignité. Ils ont trouvé les beuveries, l'ennui, les coups de pied au cul. Rompre le contrat est interdit : 2, 3 ou 5 ans à attendre quand on a compris : c'est long ! C'est la désertion, souvent non préparée et sans réelle perspective : plutôt la fugue salvatrice qu'une réelle désertion. Malheureusement, la plupart se retrouve emprisonnée. Eux aussi sont les victimes de choix des tribunaux militaires. Les anti-militaristes ne doivent pas les abandonner.

*Liberté de rupture du contrat à tous les moments pour les encasernés !*

### **3) A BAS LES CAMPS MILITAIRES !**

Les camps militaires poussent comme des champignons en France. On est même assez effaré de l'aveuglement du pouvoir qui n'a pas compris les leçons du Larzac, semble-t-il. A cet égard, le pouvoir est en train de faciliter ce qui était un des objectifs majeurs des anti-militaristes : sortir du seul cadre de la jeunesse scolarisée et mobiliser contre l'armée du capital

un nombre croissant d'ouvriers et de paysans à l'échelle de régions entières.

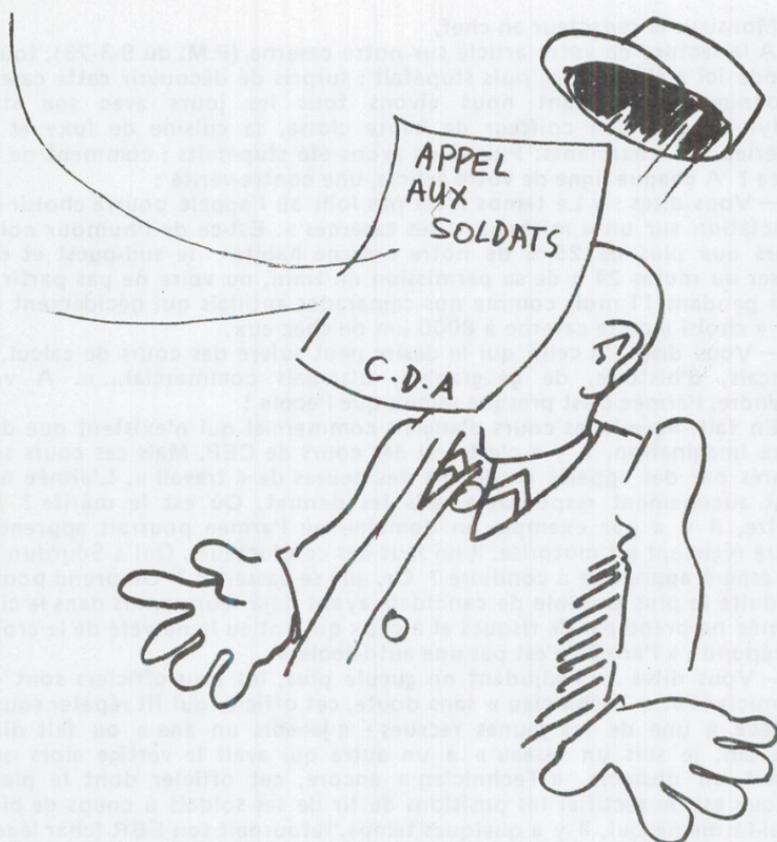
Au sein même du contingent, non seulement les camps militaires signifient des manœuvres de plus en plus exténuantes au cours desquelles l'isolement est complet, mais les jeunes paysans sont particulièrement sensibles à la vaste entreprise de dévastation des sites naturels et de leur terre en tant qu'outil de travail et source de richesse, que nécessite la technologie militaire moderne (tir à longue portée, manœuvres d'engins blindés à chenilles, etc.).

Cette question est donc un point de jonction favorable contre l'armée bourgeoise.

*Contre les camps de guerre civile,*

*Contre les expropriations*

constituons des comités de soutien et de dénonciation !



# ANNEXES

## CONDITIONS DE VIE ET DE LUTTE A L'INTERIEUR

*Lettre ouverte des Hussards du 9ème à la rédaction de Paris-Match à*

*propos de l'article du 9-3-73.*

Monsieur le rédacteur en chef,

A la lecture de votre article sur notre caserne (P.M. du 9-3-73), tout le monde ici a été surpris, puis stupéfait ; surpris de découvrir cette caserne inconnue où pourtant nous vivons tous les jours avec son stade « olympique », son coiffeur de haute classe, sa cuisine de luxe et ses supérieurs si charmants. Puis nous avons été stupéfaits : comment ne pas l'être ? A chaque ligne de votre article, une contre-vérité :

— Vous dites : « Le temps n'est pas loin où l'appelé pourra choisir son affectation sur un « michelin » des casernes ». Est-ce de l'humour noir ? Alors que plus de 25 % de notre caserne habite le sud-ouest et doit passer au moins 24 h de sa permission en train, ou voire ne pas partir du tout pendant 11 mois comme nos camarades antillais qui décidément ont mal « choisi » cette caserne à 8000 km de chez eux.

— Vous dites : « celui qui le désire peut suivre des cours de calcul, de français, d'histoire, de géographie, d'anglais commercial... ». A vous entendre, l'armée c'est presque mieux que l'école !

En fait, hormis les cours d'anglais commercial qui n'existent que dans votre imagination, il y a c'est vrai des cours de CEP. Mais ces cours sont assurés par des appelés en dehors des heures de « travail ». L'armée n'en n'est aucunement responsable, elle les permet. Où est le mérite ? Par contre, il y a par exemple un domaine où l'armée pourrait apprendre. Notre régiment est motorisé, il lui faut des conducteurs. Qui à Sourdu n'a pas espéré apprendre à conduire ? Or, que se passe-t-il ? On prend pour la conduite le plus possible de candidats ayant déjà leur permis dans le civil, l'armée ne prend pas de risques et à ceux qui ont eu la naïveté de le croire, on répond : « l'armée n'est pas une auto-école ».

— Vous dites : « l'adjudant ne gueule plus, les sous-officiers sont des techniciens ». « Technicien » sans doute, cet officier qui fit répéter sous la menace à une de ses jeunes recrues : « je suis un âne » ou fait dire : « cui-cui, je suis un oiseau » à un autre qui avait le vertige alors qu'il passait un obstacle. « Technicien » encore, cet officier dont le plaisir sadique est de rectifier les positions de tir de ses soldats à coups de pied. Celui-là même qui, il y a quelques temps, retournait son EBR (char léger), tuant un de ses chauffeurs et qui commande aujourd'hui un escadron.

Ou encore ce sous-officier qui raconte comment on fait pour torturer à l'électricité, comme en Algérie, etc.

La liste est infinie. Toute la caserne résonne de la « technique » des officiers et sous-officiers, encore aurait-il fallu l'entendre...

Puis les petits mensonges : nous ne sortons pas en civil pour nos permissions, sur 5 coiffeurs, un seul est coiffeur dans le civil, mais pour dames ; l'ordinaire n'a que peu de rapports avec la cuisine du paquebot France : il y a même eu des cas d'intoxication alimentaire. Etc., etc.

Alors, l'information sur l'armée, c'est ça : un article bâclé dont on se demande s'il est le produit de journalistes incompetents, ou s'il n'est qu'une de ces publications douteuses dont le but essentiel est de dissimuler le produit véreux.

Pourquoi, dans l'information sur l'armée, n'entend-on jamais la voix de ceux qui sont sous les drapeaux et qui, après tout sont les premiers concernés ?

Doit-on finalement croire que ce n'est pas un hasard si tant de mensonges sur l'armée surgissent au moment où les lycéens sont en grève contre la loi Debré et où la jeunesse pose la question de l'armée ?

Vos lecteurs, comme nos parents et les Français ont sans doute le droit de savoir la vérité, c'est pourquoi, en leur nom vous n'omettez pas de publier ce rectificatif, afin de rétablir les faits.

*EXTRAITS DU « GUIDE DU MILITANT » publication récente du FSMAR*

### **PREPARATION SOUHAITABLE.**

En principe, pour un militant révolutionnaire, l'activité anti-militariste ne s'improvise pas. Ce n'est pas quand a l'uniforme sur le dos qu'il faut commencer à se demander : **QUE FAIRE ?** et **PAR QUELS MOYENS ?** Certaines dispositions préalables sont pour le moins souhaitables pour éviter les désagréments de l'impréparation : tatonnements, risques inutiles, et tout simplement : moindre efficacité.

### **LA PERIODE DES TROIS JOURS**

Il était une époque où le PCF organisait des bals de conscrits, des réunions publiques, avec les appelés, etc. C'étaient autant d'occasions de préparation politique, de soutien militant.

La période de trois jours précède de quelques bonnes semaines le temps d'incorporation. L'appelé reste en civil. Dans un centre militaire, il défile devant des brochettes de petits et moyens gradés qui s'informent de ses capacités (tests), de ses goûts et desiderata (ce qui 9 fois sur 10 ne sert strictement à rien). Les futurs appelés ainsi réunis ne se retrouveront sans doute jamais ensemble. Néanmoins, c'est une première occasion d'affirmer l'anti-militarisme, distribution de tracts entre la gare et le centre, voire à l'intérieur... Organisation de l'insolence au cours de ces journées.

Cela ne signifie pas qu'il faut se faire ostensiblement « repérer » pendant les trois jours. Du moins s'il s'agit d'une période politique « normale » ne nécessitant pas l'organisation immédiate de la désobéissance. Au contraire, le militant gardera en tête le long travail qui l'attend. Avec son organisation politique ou anti-militariste, il étudiera préalablement la conduite à tenir, le partage des tâches à effectuer pendant les trois jours.

Dernier point (non négligeable) : les trois jours rappellent que le départ est pour bientôt. Il faut être très conscient qu'une année de service militaire revient cher en voyages et dépenses diverses (on n'est guère enclin à la privation quand on a, de temps à autres, « 48 heures » de liberté). Un minimum de 3000 francs est à prévoir.

## AVANT DE PARTIR

Dès le moment où on reçoit sa feuille d'appel, il faut donc :

— Prévenir un camarade responsable, lui donner avec précision tous les renseignements nécessaires : lieu d'affectation, date d'incorporation, évaluation du degré présumé de flicage, etc. Sur cette base un certain nombre de renseignements pratiques peuvent être donnés. Au minimum : fixer un lieu de rendez-vous précis pour la première permission. Une règle absolument fondamentale est d'assurer le contact avec le camarade responsable à chaque permission afin de faire le point avec lui.

Un camarade qui part au sapin ne s'étant pas assuré avec certitude et précision que ses coordonnées sont connues peut rester plusieurs mois isolé et de ce fait son travail potentiel peut être réduit à néant. C'est aussi un camarade qui peut se démoraliser. Il faut donc assurer le cordon principal qui relie son adresse militaire à un responsable politique civil, et un cordon de sécurité qui relie ce dernier à une adresse civile (pas celle de l'appelé, par principe), ou le contact perdu peut se renouer à l'occasion d'une permission. Il faut également veiller à assurer un contact possible avec des proches intimes ou familiaux de l'appelé. En cas de répression, ça peut être le seul moyen d'avoir des nouvelles. (Voir, éventuellement, ANNEXE 1 — Plus : note en bas de page).

— Se faire abonner, pour la durée du service, à un ou plusieurs journaux. Il ne s'agit pas seulement de se prémunir contre l'ennui : un militant a largement de quoi s'occuper dans une caserne. Il s'agit de se doter de moyens d'information, autorisés par le règlement militaire, qui aideront à un travail de propagande.

— Demander à un ou plusieurs camarades d'assurer une correspondance régulière. Celle-ci ne doit comporter aucune analyse politique et encore moins des « nouvelles de l'organisation ». Le courrier est très souvent ouvert. En cas de besoin, cette correspondance peut d'ailleurs permettre, avec les précautions d'usage, de renouer des contacts perdus, de donner des renseignements en cas d'urgence. (Voir éventuellement ANNEXE 2).

— Prévoir un téléphone « propre » pour prévenir, ou faire prévenir rapidement en cas d'« ennui ». Egalement une adresse. Donner au correspondant (téléphone et/ou adresse) des indications précises sur : *qui* et *comment* joindre le responsable politique. Il y a là la garantie minimum d'une possibilité de riposte extérieure à un cas de répression.

Pour le reste... quelques conseils d'ordre général :

— on a pu écrire que l'armée est « le baigne de la jeunesse ». Cette formule percutante est amplement justifiée dans son acception politique. Ceci dit, il faut se garder de la traduire au pied de la lettre et d'arriver à la caserne tremblant et pâle comme la mort. Chaque caserne n'est pas un petit Biribi. Même l'actuel fort d'Aiton. L'arrivée devant les crevures n'a rien à voir avec l'arrivée à Beaujon entre une haie de CRS hystériques. Dans la période actuelle, nombreux sont les gradés qui cherchent à soigner leur image de marque. Le plus souvent, ce sont les petits gradés qui exécutent leurs basses œuvres, mais dans des marges de manœuvre assez précises et somme toute assez limitées. Rien de stable dans tout ça : une évolution de la situation politique peut entraîner des revirements. Pour le moment ce n'est pas l'enfer. Si pénibles que soient certaines phases, les appelés ne cassent pas des cailloux avec un chien-loup derrière le dos sous le fouet d'un garde-chiourme.

Garder son sang-froid et sa bonne humeur est une nécessité militante. Le but des premières semaines est d'habituer l'appelé à n'avoir aucun moment de liberté, de le prendre constamment sous le feu des ordres et des contre-ordres, d'en faire un exécutant décervelé. C'est ce qui explique les ordres gueulés continuellement à chaque déplacement, à chaque mouvement, à chaque événement (les test, l'infirmerie, la tonte, l'habillage, l'installation dans les chambrées sont autant de rouages de cette machine à broyer). Il faut s'attendre, c'est vrai, aux successions d'exercices sans progression tenant compte de l'aptitude physique ou de l'entraînement, les marches, les parcours du combattant, le « sport », l'ordre serré, etc. Mal aux pieds, courbatures, souffle coupé : on résiste moins bien, ou plus du tout. C'est le but. Peur et obéissance doivent devenir physiquement ancrées. Disons qu'il « faut » en passer par là. Il n'est même pas complètement inutile de cerner certaines « limites » physiques. De toute façon, garder son quant à soi, aider et soutenir les autres autant que possible. Savoir surtout que le rythme essouffant des premières semaines (pendant les classes) ne dure pas. Y compris dans les compagnies de combat, ce qui domine par la suite, c'est l'ennui quotidien dans le ron-ron administratif et semi-carcéral d'une vie de caserne.

## UNE FOIS A L'INTERIEUR

Et plus précisément pendant le temps des classes :

En principe, nous sommes en mesure de ne pas nous laisser impressionner par les mécanismes que met immédiatement en place la hiérarchie militaire pour décourager (ou briser) les volontés de résistance. Ce qui veut dire que la plupart des camarades appelés raisonneront spontanément en termes de « conneries », d'« absurdité », d'« inutile perte de temps », nous pourrions opposer la compréhension de ce qui est au contraire *un système parfaitement rationnel* », fort bien rodé, ou pas grand chose n'est laissé au hasard. Cette compréhension est une supériorité de taille. Elle nous permet entre autre de ne pas nous laisser prendre aux attrape mouches classiques du genre : coupe de cheveux ou uniforme grotesque. Mais il est évident qu'il ne s'agit en aucun cas pour nous de « tenir le coup » dans un superbe isolement. Par cette compréhension, nous devons transformer l'écœurement en prise de conscience, et accroître notre influence. Parce que nous avons les moyens de comprendre ce qui nous arrive, nous avons *d'emblée* les moyens de soutenir d'une manière non négligeable nos camarades appelés. C'est un premier pas dans l'action anti-militariste et en même temps c'est la condition d'un travail ultérieur. Ce soutien très diversifié dont nous sommes capables cette imperméabilité aux formes les plus grossières de l'arbitraire galonné nous permet d'acquérir une assise de masse et une crédibilité.

## PARTANT DE LA, QUELQUES REGLES

— Se lier au maximum avec les autres appelés pendant le temps des classes. Et ce sur les thèmes et à partir des occasions les plus divers. *Surtout*, ne pas se mettre en tête de partir à la recherche du militant-d'extrême-gauche-avec qui on-va-pouvoir-enfin-discuter !!! L'aristocratie est à bannir absolument. Pas de travail anti-militariste sans assise de masse large. Y compris, cela est une garantie non négligeable face à la répression. En particulier, cette forme de répression subtile qu'est l'affectation dans un bureau, ou dans une planque isolée. Cela dit, il est certain qu'à la fin des classes les appelés d'un même contingent d'appel sont en général « dispatchés » aux quatre coins de la caserne. Ce

« tournant » est à prévoir. Au demeurant, si les contacts se maintiennent les « copains de la classe » deviennent autant d'antennes, de relais.

— Face à l'embrigadement, les nouvelles recrues ont toujours plus ou moins collectivement un minimum de réflexes de résistance. Une certaine solidarité s'impose naturellement. Spontanément, on se reconnaît, on se cherche, on se soutient, entre « gars de la classe ». Ce réflexe se prolonge en général tout au long des douze mois. Un des premiers buts du militant est de révéler cette solidarité à elle-même, de préserver cette chaîne de complicité résistante en lui donnant l'occasion de se manifester et de marquer des points, de lui donner si possible un contenu plus précis en la politisant progressivement. Simultanément, il faut repérer les éléments les plus conséquents, les plus conscients afin de constituer au mieux un noyau communiste, au moins un noyau militant organisé qui permettra de démultiplier les possibilités d'actions et de prise de conscience.

Il serait parfaitement vain de vouloir codifier une méthode propre à obtenir un tel résultat. On ne peut ni inventer ni prévoir chaque situation concrète. De l'expérience empirique passée, on peut cependant tirer quelques enseignements.

Les appelés sont en moyenne partie des jeunes ouvriers, des fils de paysans pauvres, peu politisés. Le langage « politico-universitaire » est absolument à exclure. Il faut donc se donner pour règle de parler simplement, de partir de situations concrètes, de partager les activités de la majorité : partie de cartes, conversations ludico-sexuelles, tournées de bière au foyer, etc. De ce point de vue, l'armée est une excellente école de travail de masse. Le but est d'utiliser chaque occasion pour élever le niveau de la conscience de classe, de le faire simplement, par des remarques appropriées, sans théories abusives surtout. N'importe quoi, même un roman photo, même une plaisanterie porno pose une question sociale et est sous-tendue par une position dans le rapport de classes. Bien entendu il faut utiliser un minimum de flair et savoir vivre « gratuitement », ne pas devenir le « casse-pied politique », le « rabat-joie gauchiste ».

Se garder du « panache » et du « drapeau ». Savoir qu'à l'armée joue à plein un phénomène d'étiquetage classique propre à toute collectivité fermée. On devient facilement le « gauchiste » de la chambrée ou de la section, comme il y a le « Don Juan », le « gros », le « petit », le « démmerdard », le « tire-au-cul » et le « fayot ». On fait l'objet de quolibets, d'interpellations familières etc. C'est dangereux pour la sécurité et c'est un obstacle à un réel travail de médiation politique.

Davantage que tout discours politique, l'attitude individuelle du militant peut jouer un rôle polarisant et médiateur considérable. Deux axes essentiels :

- l'attitude avec les appelés
- l'attitude avec les gradés

Passés les premiers moments de stupéfaction, maints appelés (la plupart en fait) s'adaptent au système et y compris le reproduisent. Les plus timorés font les corvées, pendant que les « choc » coincent la bulle. Il faut prendre le contre-pied publiquement de ce type de manège, sur le thème de la solidarité (sans plus) : « ou bien tout le monde est décidé à ne pas briquer les bâtiments du GI, ou bien on se met au boulot et on s'y met tous » Tel est le thème. On a soi-même un comportement extrêmement fraternel, on aide les plus faibles pendant les marches, on reconforte les pertes de moral, etc. Il ne s'agit évidemment pas d'être le curé de service (on a soi-même ses commerdements et il n'y a pas à s'en cacher), nous avons simplement plus de résistance à la vie de caserne, nous devons tout mettre en œuvre pour « collectiviser » cette faculté de résistance voilà tout.

Il y a officiellement une réglementation (article 441) qui précise que hiérarchiquement, l'inférieur doit être respecté par le supérieur. Entre les

gradés (en particulier les sous-off) et les appelés, il arrive fréquemment que ce règlement soit violé : coup de pied au cul, tutoiement déplacé, insultes, pompes, vidages des placards sous prétexte d'un rangement défectueux, literie jetée à terre, etc. Tout cela doit être *refusé* par le militant, à haute et intelligible voix (grosso modo sur le ton avec lequel on se présente à un supérieur...), avec sang-froid, sans aucun discours anti-militariste, sur le mode du « citoyen qui fait son service et qui n'a ni l'habitude ni l'envie de se faire traiter comme un chien, qui ne voit pas en quoi de telles méthodes sont nécessaires, en quoi elles sont susceptibles de convaincre la jeunesse etc. et que c'est la première et la dernière fois que ça se passe parce que compte en sera rendu, par la voie hiérarchique ça va de soi du capitaine au colonel. »

Quel est l'effet d'une telle attitude ? Primo, le gradé en question se garde la plupart du temps d'insister (même si sur le coup, il répond par des bravades), il tient à son avancement. Secundo, on acquiert un certain prestige auprès des appelés. Tertio, ce qu'un appelé a fait, un autre peut le faire... C'est toute une section que les gradés traiteront avec un peu plus de doigté. Ça crée un pôle dans une compagnie, ça accroît l'insolence générale et ça donne confiance.

— évaluer le degré de repérage. C'est important d'essayer d'être au clair sur ce point dès le début des classes. Si un rapport des flics a précédé l'incorporation, on est en général assez vite renseigné. De toute façon, il est préférable — sauf exception — de ne pas parler *explicitement* politique pendant les premières semaines. Ne pas répondre aux provocations possibles des gradés. Il faut prendre le temps de connaître son monde, de saisir les rapports de forces internes, concrets, et les (nombreux) maillons faibles.

Que se passe-t-il quand on arrive à l'armée et qu'on est fiché par la SM ? Pas grand chose la plupart du temps. Le scénario, jusque là a été le suivant dans la majorité des cas : convocation par un haut gradé ; d'une manière plus ou moins explicite, il fait comprendre qu'il « sait » ; plus ou moins aimablement il ajoute que « tout se passera bien » si le « passé » s'arrête à la porte de la caserne. « Dehors faites ce que vous voulez, mais ici pas d'histoires ». En clair : foutez-nous la paix et on ne vous cherchera pas de poux dans la tête, d'ailleurs nous on ne fait pas de politique. Souvent quelques gradés sont « mis au courant ». Après les classes, le militant est planqué, c'est-à-dire isolé dans un coin tranquille.

Il semble maintenant que les militants fichés soient envoyés en Allemagne, ou loin de leur domicile habituel. Cela même s'ils sont mariés et pères de famille. Ce qui donne lieu à des explications embarrassées, puisqu'ils ont droit à une affectation rapprochée. En gros, les données restent les mêmes. Evidemment, cette tactique n'a rien d'immuable. Une attitude plus dure est parfaitement possible.

Une règle au cours des premiers jours de caserne : le régime est tellement effarant que tous les incorporés sont farouchement « contre l'armée »... en paroles. Il y a des susceptibilités et des habitudes de confort petit-bourgeois qui sont mises à rude épreuve. Il est prudent de se méfier des brailards de la première heure. Beaucoup s'adapteront très vite, en utilisant toutes les ficelles, toutes les combines pour faire leur « trou » au mieux de leurs intérêts. Y compris ils n'hésiteront pas à « bavarder » sur les agitateurs « semeurs de merde. »

Cela dit, les nouvelles générations d'incorporés sont de plus en plus insolentes. Il n'est pas exclu que des mouvements collectifs se déroulent dès les premiers jours. Dans ce cas, évidemment, il n'est pas question de rester en retrait.

## VIS-A-VIS DE LA FORMATION MILITAIRE PENDANT LES CLASSES

Il est indispensable de faire une distinction entre les exercices à but d'embrigadement (ordre serré, marques extérieures de respect, corvées, etc.) et la formation aux méthodes de combat proprement dite.

Dans le premier cas, notre attitude oscillera entre le manque de zèle et le sabotage pur et simple. Dans le second, nous chercherons à tirer le maximum d'enseignements. Y compris en consentant à l'effort physique souvent indispensable. Ces attitudes différenciées doivent être expliquées aux appelés, si besoin est. Voire même aux sous-offs de l'encadrement. C'est sur cette base que nous expliquerons que nous sommes résolument *contre* l'embrigadement de la jeunesse, mais *pour* une formation militaire réelle. Dans la même foulée nous dénoncerons la médiocrité et l'incohérence de la formation reçue, le non accès aux armes modernes, etc.

Certes, dans l'armée bourgeoise l'embrigadement est étroitement lié à la formation militaire. L'appelé n'est pas perçu et entraîné comme un élément conscient en apprentissage dont il faut développer les aptitudes différenciées selon chaque individu dans tel ou tel cadre d'exercice. Les appelés sont de la chair à canon potentielle, qui doit obéir aveuglément. Ainsi, les exercices « dangereux » (ils le sont réellement quelquefois), genre saut de mur, piste du risque, etc. ne font pas l'objet d'une progression rationnelle et sécurisante. Il faut franchir les obstacles, parfois sous la contrainte ou les bousculades, avec les ordres hurlés en prime. Des accidents sont souvent à la clé. Nous ne devons pas hésiter à contester cette pratique en expliquant qu'elle est contraire à l'efficacité même de l'apprentissage militaire. S'indigner et protester contre les attitudes sadiques auxquels certains gradés ne répugnent pas en ce genre d'occasion. Refuser tout exercice où on est amené à agresser physiquement d'autres appelés. Par exemple : les exercices où on fait marcher certains appelés sur le ventre d'autres qui sont allongés par terre, sur le dos. Ou certains autres, dans le cadre des exercices « commandos » où la neutralisation de l'adversaire « fictif » à pour conséquence des brutalités (pas fictives du tout) à l'égard d'autres appelés. Ces « exercices » sont en fait une préparation dissimulée à la pratique des sévices corporels, c'est-à-dire en clair, à la torture.

— Le tirage au cul. C'est un problème qui a son importance. Les exercices physiques n'étant pas assumés avec une progression rationnelle (il faut « endurcir » les petits jeunes) sont très réellement crevant. Certains appelés ont tendance à chercher une solution dans le « tirage au cul » et la fréquentation intensive de l'infirmerie. Il est évident qu'il s'agit d'une forme détournée de protestation. Reste qu'elle est inefficace en tant qu'elle est individuelle. Sans compter qu'elle fait partie du folklore habituel des casernes et qu'elle est parfaitement récupérable. Tout cela nous l'expliquons aux appelés, sans évidemment condamner les tire-au-cul. Tant que nous ne saurons pas organiser sur le terrain une solidarité effective minimum entre les appelés, cette « solution » gardera sa crédibilité.

— Les cours de « discipline générale », pendant les classes doivent être utilisés au maximum. Ils sont l'occasion de faire préciser publiquement les quelques (rares) droits des appelés. Se faire également préciser les interdictions et (naivement ?) leur justification. En particulier pour tout ce qui concerne l'expression politique, la circulation de la presse, le droit de réunion, etc. Faire également préciser les notions d'« atteinte au moral des troupes », d'« espionnage » etc. Enfin, il peut être intéressant d'obtenir des précisions sur le rôle, la place et la fonction de l'armée dans

l'Etat (la DOT, les déclarations de Galley, la neutralité réelle de l'armée, etc.)

De plus en plus fréquemment, et notamment depuis les manifestations lycéennes contre la loi Debré, ces cours prennent un nouveau « style ». Des officiers s'essaient à développer le contre-pied des critiques anti-militaristes et à susciter des débats sur la question. A moins que spontanément un grand nombre d'appelés contredisent l'officier, le militant doit éviter de s'engager dans de telles séances-pièges. Elles sont clairement, pour l'encadrement, un moyen de détecter les contestataires. Même si elles ont aussi un autre aspect : celui de la position défensive et désorientée de la hiérarchie militaire. Si possible, il faut préparer les séances « collectivement ». Il ne s'agit pas d'intervenir par des discours, mais de poser des questions judicieuses. Au minimum, ces séances peuvent faire l'objet de discussions commentaires dans les chambres.

— Le militant doit avoir une notion « claire » de l'interdit de fait et du règlement militaire. Il y a une marge entre les deux. Les brimades en sont un bon exemple. Cette marge, il faut l'exploiter. Ainsi, le règlement interdit le prosélytisme politique. Mais il n'y a nulle part écrit noir sur blanc qu'il est interdit de posséder une publication de gauche ou d'extrême-gauche. Le militant doit donc évaluer la situation dans sa caserne particulière et se fixer des préceptes pour lui-même. C'est une question de sécurité militante. Egalement, il faut connaître les recours « juridiques » possibles, dans les rapports avec la hiérarchie, avec l'opinion publique. (Sur cet aspect juridique du problème, et seulement sur celui-là, le « Guide du militant » de D. Langlois, au Seuil, donne des renseignements intéressants).

### 3 QUESTIONS PARTICULIERES...

*Oui se présentent pendant les classes et sur lesquelles, il convient d'avoir une attitude claire :*

#### **LES PETITS GRADES ENGAGES, CABOTS ET CABOTS-CHEFS**

A première vue, c'est la meute des chiens de garde, les crevures eu petit pied. Ce sont eux qui se cognent l'essentiel de l'encadrement de la « troupe ». Une position où ils sont dans une contradiction permanente : méprisés par la hiérarchie militaire dont ils sont les exécutants dépendants, et honnis par les bidasses de base précisément à cause de cela. La plupart s'en tire par une conception bornée de la discipline: Ils veulent avant tout qu'on leur fiche la paix et qu'on ne leur attire pas d'ennui. Ils font exécuter les ordres. Au besoin ils font un peu de zèle pour se faire craindre, ou valoir. Comprendre que s'il y a des sales cons fascisants, il y a aussi des types réellement emmerdés par cette situation. Ils sont entre le mur et l'affiche, et dans tous les cas, le militant doit en tenir compte. Il faut, en règle constante, éviter de rejeter ou de laisser rejeter sur eux toute la haine du système militaire. Y compris dans la hiérarchie il est prévu qu'ils soient les catalyseurs de cette haine, ce qui permet aux officiers de se garder les mains blanches et de se dédouaner aux yeux de la troupe.

Quand c'est possible, il faut essayer de discuter avec ces petits gradés. Mais attention aux provocations et aux dénonciations. Ces types vivent dans un état de trouille quasi permanent. Même si un travail politique implicite est avancé avec eux à un degré intéressant, ne jamais leur confier de document anti-militariste. Il compromettrait tout le monde.

Les petits gradés avec toutes leurs contradictions, sont une des plaques

sensibles de l'armée. Un travail systématique dans leur direction est envisageable. Il demande des garanties et une analyse précise de la situation. Le militant ne s'y engagera qu'après avis de ses camarades extérieurs.

## LES SOUS-OFFS ENGAGES

Une bonne partie de ce qui précède vaut pour eux. Beaucoup sont jeunes. Ce sont les plus intéressants. La plupart n'ont même pas connu la guerre d'Algérie et sont peu pénétrés par l'idéologie militariste. Ils vivent crument les attaques dont l'armée est l'objet et pour certains, ils se sentent proches des appelés. Pour beaucoup, la fiction de « l'armée ? un boulot comme les autres » est une planche de salut. Vues les contradictions de leur position, ils adoptent généralement une attitude défensive, qu'il ne faut pas confondre avec de l'hostilité. Il faut savoir enfin, que leurs conditions de vie sont loin d'être satisfaisantes et ils sont d'autant plus mécontents de leur sort que leur avenir est largement bloqué : la grimpe dans la hiérarchie militaire suppose beaucoup de patience ; quant à la reconversion civile, elle est plus que problématique. Tous ces éléments et il y en a bien d'autres, rendent objectivement sensibles les sous-offs à la propagande révolutionnaire. Il faut sûrement procéder avec beaucoup de prudence et ne surtout pas s'attendre à des manifestations de sympathie active. Il serait d'ailleurs irresponsable de les rechercher. Notre manque de crédibilité *actuel* (quelle force numérique ? Quelle solution pour eux ?) ne plaide pas en notre faveur. Mais nous pouvons marquer des jalons. Le travail à long terme en direction des engagés est un travail devant lequel nous ne pouvons pas nous défilier. Au minimum, ne pas hésiter à leur faire savoir que nous trouverions normal qu'ils puissent résilier leur contrat à tout moment, et qu'il nous paraît injuste qu'ils n'aient pas droit à la libre expression politique.

Dans la Marine, les engagés, matelots et sous-officiers, notamment ceux qui travaillent « aux machines », ou qui, dans les arsenaux, fréquentent quotidiennement les ouvriers, dont des militants syndicalistes, ont une mentalité spécifique, un degré de revendication proche des revendications ouvrières. Il s'avère qu'il y a des possibilités importantes de travail dans ce milieu.

D'une manière générale, les militaires « techniciens » n'ont pas la même idéologie que les « baroudeurs » et les « encadreurs de troupes ». Ils n'ont d'ailleurs même pas le même passé ! Aussi les rapports humains dans une base aérienne ne sont-ils pas les mêmes que dans une caserne d'infanterie.

— Les sous-officiers appelés. En principe : il faut s'en méfier. Surtout dans la période actuelle. La hiérarchie procède à un triage assez serré, et en règle générale, l'appelé sous-off n'est pas des plus réceptifs à une propagande anti-militariste. N'oublions pas que c'est un gars qui a accepté de faire plusieurs mois de crapahut et de peloton. Au mieux c'est un individualiste forcené désireux de jouer de toutes les ficelles, au pire c'est une crevure en herbe.

— Il faut assurer la relève. L'une des tâches importantes du noyau et des sympathisants doit être de s'adresser aux nouveaux incorporés. Ceux-ci sont « perdus » dans les premiers jours, et apprécient hautement que les anciens viennent fraternellement leur donner toutes les ficelles de la boîte. Bien sur, il est souhaitable que les coups de main ne restent pas à un niveau strictement technique. Tout cela sécurise et permet le développement de relations suivies et le décalage de la relève militante. Si le noyau a les moyens, la diffusion d'un tract d'accueil aux incorporés crée une « bonne ambiance » dès le départ. Si le noyau ne veille pas à cette

tâche, le travail de plusieurs mois et le rapport de forces établi peut se trouver perdu. Il faut bien sûr admettre que c'est encore la situation la plus courante.

— Si les militants d'un noyau appartiennent à plusieurs organisations différentes, ils doivent veiller à la vie démocratique de leur groupe et avoir un esprit constant de responsabilité. Ils doivent évaluer collectivement la tactique qu'impose la situation intérieure et le rapport de forces. C'est sûrement facile à dire en toute bonne foi, mais l'expérience prouve que c'est difficile à appliquer. Il faut une réelle discipline. Il est naturel qu'un militant qui est persuadé de la justesse de sa ligne politique veuille que son organisation « capitalise » l'action à laquelle il consacre toute son énergie. Il peut s'en suivre une atmosphère de concurrence susceptible d'introduire un mauvais climat pour le travail du noyau, voir même de mettre son existence en danger.

Exemple concret : deux appelés sont coincés un tract à la main, à l'intérieur. Il s'agit de les défendre. Comment ? Le tract civil extérieur est ce qui vient en premier à l'esprit. Or, il y a plusieurs solutions possibles selon l'organisation qui la première dispose de l'information. L'apparition sur une « affaire » d'un sigle plutôt que d'un autre est une question de démonstration d'« efficacité », d'« impact », etc... Le réflexe d'un militant peut donc être de prévenir au plus vite sa « boutique » pour faire sonner le tocsin. Un réflexe qui n'est pas mauvais en soi, c'est évident. Cependant, ce n'est pas aussi limpide du point de vue de la situation intérieure. La hiérarchie militaire n'aime pas le tapage fait autour de ses actes répressifs. Elle le craint. Elle peut choisir d'infliger « 15 jours d'arrêts de rigueur » peine minimum, pour la forme, plutôt que d'être à la « une » des tracts et des affiches et de la presse locale pendant plusieurs semaines. En plus de cela un colonel ne tient pas forcément à éveiller l'attention de ses supérieurs sur la vie de son cantonnement. Bref, le noyau militant peut choisir, lui aussi, dans un cas précis, d'« écraser » l'affaire, au bénéfice d'une activité plus prudente mais continue, plutôt qu'un affrontement direct tonitruant qui peut se solder par des mutations, des intimidations en masse et une relative démobilisation. Tout cela se règle en fonction de la situation concrète et demande un pif tactique minimum. Il est certain que si s'instaure une dynamique concurrentielle inter-groupes, ça ne peut être qu'au détriment de ce sens tactique face à l'ennemi commun. Il ne s'agit pas de nier des divergences ou de fuir les clivages possibles. Ce ne serait pas un comportement correct, du point de vue de l'éducation politique des sympathisants et même d'un point de vue plus général. La compromission théorique ne mène qu'à la pire des défaites, celle que « personne » ne comprend. Mais il faut comprendre et surtout ne pas perdre de vue sur le terrain que notre raison d'être et de combattre est la victoire de la classe ouvrière. Que l'organisation n'est que l'instrument de ce combat et qu'on ne joue pas l'intérêt des masses comme on joue au poker. Le prestige supposé doit toujours céder le pas à l'efficacité réelle.

*Extraits de « La Caserne »*

## **ETAIN - ROUVRES**

**94<sup>o</sup> RIM** : La fourragère de ce régiment a été supprimée au cours de la guerre d'Algérie parce que les appelés avaient mis « crosse en l'air ». Le 94<sup>o</sup> RIM n'est pas meilleur que d'autres. Dans certaines compagnies ont fait encore nettoyer les chiottes avec une lame de rasoir. Certains exercices dit « de combat » consistent à faire marcher les appelés sur le corps de leurs camarades étendus à terre. Cela dit, les luttes anti-militaristes des

civils et des appelés ont aussi leur effet au 94° RIM. Les officiers essaient maintenant d'organiser des discussions sur l'armée avec les incorporés. Ils posent des questions pièges, du style : « Qui d'entre vous aurait-été au Larzac ? ». Le lieutenant du GI a du recevoir des consignes de souplesse : il interdit publiquement aux sous-officiers de faire faire des pompes aux appelés. Il a même interdit une corvée de désherbage en expliquant qu'elle pouvait être considérée comme une brimade. Croit-on rêver ? Non ! Simplement l'état major préfère prévenir que guérir. Il a envoyé des instructions, et il y a des officiers « intelligents » qui les appliquent. C'est une victoire pour les appelés qui luttent. Ce n'est qu'un début : continuons le combat !

## COLMAR

57° RA (ex 7° GAMMA). Les officiers ont fait visiter à la nouvelle incorpo (73/08) le château de Kœnisberg et la bibliothèque de Colmar. Ça confirme la constatation précédente : il y a des essais de « nouveau style ». Mais il faut dire aussi qu'au 57° RA les appelés sont très mobilisés. La nouvelle incorpo est particulièrement insolente. Les crevures ont la vie dure. Ainsi, dans les chambrées, les appelés chantent « le roi des cons » quand ils voient les gradés faire marcher leurs camarades d'une façon trop zélée. Une balle-plast ayant été accrochée sur la photo murale d'un capitaine, il s'en suivit une suppression de permission. Elle fut levée car les appelés firent remarquer qu'il s'agissait là d'une sanction collective, donc non-réglementaire. Un peu partout sont inscrits au feutre, sur les tables, sur les murs, les mots : « art. 441 ». C'est l'article du règlement militaire qui interdit aux gradés d'insulter et de frapper leurs subordonnés. Fait remarquable qu'il s'agit d'étendre à toutes les casernes, les « anciens » ne se moquent pas des « bleus ». Il n'y a pas de bizuthage. Fraternellement on s'aide à faire le mur, à sortir en fausse perm. Les corvées sont équitablement réparties. Un nouveau sous-officier venu de St Cyr se prend pour le rédempteur des têtes dures, mais sans effet jusqu'à présent. Suppression de toutes les brimades à l'armée !

Extraits de l'interview d'un militant du FSMAR réalisée le 7 février 73, c'est-à-dire quelques semaines avant l'apparition publique du Front le 1er mai 73.

*Q. : Depuis deux mois environ, la presse se fait discrètement l'écho de l'existence d'un « Front des Soldats et des Marins Révolutionnaires ». Quels sont les buts de cette organisation ?*

**R. :** Le FSMR a été constitué à Paris en octobre 72, lors d'une réunion de militants révolutionnaires appelés et engagés.

Ces militants se proposaient de prendre à l'intérieur de l'armée le relais de l'action anti-militariste révolutionnaire qui se développe aujourd'hui en particulier dans la jeunesse, et qui prendra de plus en plus un caractère massif...

Ces militants analysaient l'armée comme un instrument de répression aux mains de la bourgeoisie. Liés à la lutte de la classe ouvrière, ils se proposaient de contribuer à désagréger l'armée de l'intérieur, par un travail d'explication politique auprès des appelés et des engagés. Ce travail est

nécessairement lent, vu les conditions de répression qui sévissent dans l'armée, mais il rencontre un écho favorable du fait de la conscience croissante qu'ont les jeunes de la réalité militaire...

Depuis peu, nous avons monté une fédération des aviateurs révolutionnaires. Nous devons dire qu'il aurait peut être fallu plus de temps à cela s'il n'y avait pas eu le plan Clément Marot de contrôle de la circulation aérienne par l'armée.

*Q. : Peux-tu préciser l'analyse que vous faites des engagés ?*

R. : Il y a peut-être effectivement de quoi surprendre. L'antimilitarisme « classique » assimile tous les engagés à des crapules et les traite indistinctement de « crevures »... Briser l'armée bourgeoise de guerre civile implique que l'on ne s'adresse pas seulement aux appelés, qui auront bien sûr le rôle décisif à jouer dans la neutralisation de l'armée et le ralliement de certaines unités, mais aussi aux engagés qui seront évidemment mis par le pouvoir en première ligne.

Les engagés ne sont pas tous des militaristes à tout crin. Beaucoup n'ont accepté ce métier que par crainte du chômage, d'autres pour fuir au plus vite une famille qui ne leur laissait aucune liberté. On peut contester leur choix, évidemment, toujours est-il qu'ils ne sont pas réfractaires à l'intervention politique, loin de là, surtout ceux qui viennent de la classe ouvrière et des couches populaires en général. Bien sûr, on ne fera rien avec les rescapés des guerres coloniales, les casseurs professionnels de « viets » et de « fels ». Mais tous ne sont pas ainsi, heureusement ! La presse s'est déjà maintes fois fait l'écho du malaise des engagés. Elle est plus discrète sur les suicides, les désertions (nombreuses dans la Légion), les révoltes spontanées et les cassations qui s'en suivent. L'engagé qui découvre au bout de quelques semaines, au même titre qu'un appelé, la nature véritable de l'armée, n'a pas la perspective d'en sortir au bout d'un an (il est prisonnier d'un contrat), il a derrière lui la misère sociale qui l'a poussé à s'engager et devant lui, au bout du contrat, qu'a-t-il d'autre ? En attendant, il est isolé au sein de l'armée, parmi ses pairs, ses supérieurs, par rapport aux appelés, et, en tant que militaire, par rapport à la population. C'est une situation intenable. Et puis, quelle que soit la difficulté du travail dans ce milieu très particulier, nous pensons qu'il s'agit d'une nécessité politique. Il n'y a pas de travail antimilitariste conséquent dans l'armée sans intervention en direction des engagés.

*Q. : Qui fait partie du FSMR ? Les militants qui se regroupent ainsi avaient-ils déjà une expérience politique « dans le civil » ?*

R. : Souvent oui... Un militant politique est déjà habitué à faire le choix entre ce qui est possible aujourd'hui et l'action qu'il faudra remettre à demain ou à des jours meilleurs, parce qu'elle fait courir trop de risques aux individus et au réseau lui-même. Les militants politiques ont l'expérience de ce type de problèmes et le sens du « moment favorable » pour engager une action. Ils sont habitués, au moins théoriquement, à se défier de leurs impressions personnelles immédiates et à juger d'une possibilité d'intervention en fonction de l'analyse d'une situation globale. Ils savent, au moins théoriquement, que l'action la plus efficace n'est pas nécessairement la plus spectaculaire.

Et quand ils ont un peu la pratique du travail de masse, ils font moins d'erreurs sur les individus : leur jugement est plus sûr ; ils voient plus rapidement avec quels individus ils peuvent travailler et de qui ils doivent se défier. Malheureusement, ils sont souvent placés de telle manière que leur temps de service est presque inutilisable.

Mais parfois, ils parviennent à jeter des graines, à convaincre, individu par individu. Et, aussi bien faites que soient les fiches de la Sécurité Militaire, il arrive que des militants et surtout des sympathisants passent au travers des contrôles. Ces appelés-là sont très précieux. Les militants les plus utiles sont ceux qui ont l'expérience d'un travail de masse, syndical par exemple, dans un milieu répressif, dans une usine où le patronat et l'encadrement sont très réactionnaires, par exemple, là où la CFT est très forte, etc... à condition qu'ils ne soient pas fichés. Dans ce sens, le passage par l'armée est aussi une école de cadres pour militants politiques qui n'ont pas la pratique d'un milieu très répressif, ce qui est généralement le cas des étudiants et des lycéens.

A partir de l'analyse et de la critique des expériences de travail politique dans l'armée qui ont pu être menées auparavant, nous estimons que pour réaliser quelque chose de solide, mieux vaut miser à fond sur la qualité et recruter très lentement des militants sur lesquels on sait pouvoir compter, que miser sur l'agitation superficielle, dangereuse et souvent malhabile.

Enfin, il ne faut pas s'exagérer l'efficacité des mesures policières aussi bien civiles que militaires. Il y a de nombreux militants qui ont déjà une relative expérience, qui ont eu plusieurs fois affaire à la police et qui ne sont pas fichés par l'armée. Peut-être parce que tous les policiers n'ont pas le même zèle à effectuer la centralisation de tels renseignements.

Mais même à l'encontre des militants fichés, l'armée n'a pas la possibilité d'opposer une barrière absolue. Réformer d'emblée un militant connu comme tel est trop voyant pour que cela se produise à une échelle importante. La génération des barricadiers de 68 qui se sont faits massivement réformer en 69-70 était largement consentante parce qu'elle n'avait pas de perspectives à l'armée et peut-être aussi par illusions politiques sur les possibilités immédiates de l'après mai. Depuis est apparu un nouveau type de militants tout à fait décidés à accomplir leur devoir révolutionnaire au sein de l'armée.

Donc une fois le militant encaserné, il reste à l'isoler. Mais cette entreprise d'isolement connaît des limites et des contradictions. La mesure la plus efficace consiste à incorporer ce militant dès la fin des classes dans un centre militaire comprenant un nombre restreint d'appelés et d'engagés, les premiers étant souvent des attachés ministériels, des soutiens de famille vivant ainsi à proximité de chez eux. La discipline est réduite au minimum, les permissions parfois quotidiennes. Excepté l'ennui, il n'y a pas réellement un climat oppressif aussi dur que dans un régiment ordinaire. Ce sont par exemple des centres dits de mobilisation où se trouvent stockés les harnais nécessaires à une levée en masse des réservistes. Dans de telles conditions, le travail militant est nul ou réduit à une politisation de cercle qui, sécurité mise à part, n'est pas très différente de ce qui se passerait dans le civil sauf que les membres d'un tel cercle ne peuvent mettre en pratique immédiatement leur prise de conscience. Mais de tels centres sont en nombre limité, surtout si on les met en rapport avec la masse des militants et éléments politisés incorporés chaque année.

C'est pourquoi il y a d'autres tentatives d'isolement, mais toutes se retournent contre la hiérarchie militaire. Isoler un militant dans un bureau, un magasin d'habillement, en lui donnant même une chambre individuelle où il ne subira pas ou peu d'« appel du soir », c'est lui donner le repos, la tranquillité nécessaires à la réflexion qui est au bénéfice de l'activité. Un étudiant placé parmi les couches les moins éveillées, originaires de province, peu politisées et peu scolarisées (dans une compagnie de combat par exemple) peut aboutir en fait à offrir à ces jeunes sans expérience un outil d'expression, un haut-parleur et un médiateur. Grouper tous les

récalcitrants potentiels dans une même chambre, c'est établir un phare pour toutes les autres compagnies, la base de départ d'actions collectives... Muter des militants sitôt après la fin des classes dans une autre caserne, afin qu'ils se retrouvent en milieu inconnu, c'est contribuer à accélérer le processus de liaison d'une caserne à l'autre. Jeter les militants en prison sous le moindre prétexte... mais l'opinion publique en sera de plus en plus alertée car les anti-militaristes civils prendront leur défense et le contingent s'en trouvera finalement éveillé davantage.

Bien entendu, toutes ces mesures policières ne sont pas sans efficacité, mais celle-ci ne peut que s'amoinrir. Tout système oppressif contient ses propres armes de destruction. Il ne faut que l'activité consciente et organisée des militants révolutionnaires. (...)

*Q. : Par où commencez vous ce travail de politisation ?*

*R. : (...)* Ce qui nous distingue d'autres militants qui ont entrepris un travail politique dans l'armée. Nous refusons toute concession à « l'esprit bidasse ». Nous concevons l'intervention politique à l'armée comme dans n'importe quel milieu, par cercles concentriques de niveaux de conscience différents autour d'un noyau dur, et pas comme une élévation progressive et simultanée du niveau de conscience général, ce qui aboutit souvent à s'aligner sur les positions des plus retardataires.

Nous refusons aussi la pratique qui consiste à projeter dans l'immédiat le but à atteindre dans une période de luttes très dures entre le prolétariat et la bourgeoisie, c'est-à-dire entraîner les appelés dans des opérations dites de fraternisation avec les civils dans les cafés, les bals, etc... Outre que c'est très superficiel, cela aboutit à une répression facile et désastreuse.

Par contre, tout acte de fraternisation avec une grève ouvrière, aussi modeste soit-il, est pour nous d'une valeur exemplaire et mobilisatrice inestimable et est vécu comme tel par les appelés même si la répression est dure.

Il y a une première phase où le comportement individuel du militant est susceptible de lui permettre ou non un travail fructueux. Refuser calmement et « poliment » toute brimade, toute insulte est possible parce que c'est légal. Mais cela est contradictoire avec la réalité quotidienne et les us et coutumes de l'armée et ce simple acte polarise la confiance ; l'admiration et l'estime de toute une compagnie neutralisant amplement l'entreprise d'embrigadement et de soumission.

Ce que l'un a fait, l'autre peut le faire... et quand une chambrée entière se fait respecter, c'est dans une caserne un événement d'une portée extraordinaire.

Après cela on peut expliquer ce qu'est le système militaire, en quoi justement il n'est pas irrationnel et quelle est sa vulnérabilité. On apprend aux gars à ne pas se fatiguer l'esprit à propos des provocations les plus grossières touchant à la coupe des cheveux, au pli du pantalon, à l'orientation du bérêt, etc... mais à feindre un minimum de soumission pour mieux organiser leurs reflexes d'indépendance : lecture, échange d'informations, de presse, courrier reçu à l'extérieur, discussions sur les luttes ouvrières, le rôle de l'armée, etc.

Une telle attitude permet aussi d'avoir une autorité morale sur les autres et aide à les empêcher par la conviction de pratiquer tout ce qui huile le système : la recherche de la planque, le bitutage des bleus, le transfert de leurs corvées sur les plus faibles, etc. La politisation dépend pour une grande part de la capacité à tenir ce rôle.

Dans le civil, l'individu le plus roué et le plus faible peut pendant un temps faire mention de son état de militant. Propager des idées, même de façon activiste, ne trempe pas un homme ou une femme. A l'armée, un militant se reconnaît ou cesse d'exister en tant que tel.

*Q. : Comment concevez-vous la relation entre ce travail et le travail politique des militants civils ?*

R. : Bien souvent, les militants révolutionnaires civils se font des illusions sur le travail que l'on peut mener à l'armée. Ils croient que c'est un secteur réservé où leur action ne pénètre pas. C'est une erreur profonde. Pour les appelés du moins, l'armée ne constitue qu'un temps de passage relativement bref. Les idées révolutionnaires sont donc appréhendées par eux en fonction de l'expérience qu'ils en ont faite dans la vie civile. Toute intervention réussie sur une faculté, sur un lycée, sur une entreprise où travaillent de jeunes ouvriers favorise l'action anti-militariste des militants révolutionnaires dans l'armée. Toute intervention politique qui élève le niveau de conscience des jeunes sert le travail anti-militariste, parce qu'elle crée un terrain favorable à l'intervention des militants révolutionnaires à l'armée. Ceux-ci, en retour, savent que ces jeunes vont, dans peu de temps, retourner dans leurs entreprises ; et c'est une raison de plus pour ne pas intervenir uniquement sur l'armée et sa fonction ; nous préparons aussi à notre manière le retour à la vie civile, comme disent les officiers.

De plus, l'intervention des révolutionnaires dans les luttes, leur travail politique général, fournissent autant de points de référence pour notre travail de politisation.

Le travail des militants révolutionnaires au sein de l'armée est donc essentiel, parce qu'on ne peut envisager de victoire de la classe ouvrière sans destruction de l'armée bourgeoise. Ce n'est pas une raison pour que les militants « civils » se déchargent sur eux de leurs responsabilités : bien au contraire. Les résultats du travail anti-militariste de l'intérieur sont proportionnels à la qualité du travail des organisations révolutionnaires en général, et de leur travail anti-militariste civil en particulier.

En retour, toute brèche ouverte au sein de l'armée, parce qu'elle en montre la vulnérabilité, ne peut qu'encourager les travailleurs à une lutte décisive et affaiblir le poids criminel des thèses réformistes selon lesquelles la bourgeoisie laisserait les travailleurs accéder pacifiquement au socialisme. Pour nous qui connaissons les bandes armées de l'ennemi de l'intérieur, il n'y a pas plus aventuriste que ce pacifisme des réformistes.



PRIX: 3 FRANCS 50

supplément à ROUGE N° 232 - directeur de publication H.Weber.



